



Ni John Fru Ndi trouve que le comité Ad-Hoc choisi par le Président de la république pour conduire le plan d'urgence est essentiellement constitué des personnes par qui la crise anglophone s'est déclenchée

Le chairman salue la mobilisation des élites du Nord-Ouest quant aux cotisations pour le plan d'urgence prescrit par le président de la République, mais rapporte néanmoins ne pas contribuer, car dit-il, le rapport du premier ministre Philémon Yang ne mentionne ni le nombre de civils et de séparatistes tués par l'armée camerounaise, ni le nombre d'édifices détruits comme sa propre résidence

Le leader du premier parti d'opposition soutient également que le gouvernement n'a pas encourager son initiative à aller rendre visite aux réfugiés anglophone au Nigéria.

L'homme politique pour finir se demande bien comment le gouvernement peut exhorter les gens à quitter la brousse pour retourner au village alors que l'insécurité y règne toujours.

Le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji a le mérite d'avoir nier l'existence du problème anglophone . Aujourd'hui, il a donc la responsabilité de conduire le comité Ad-Hoc en charge du plan d'urgence prescrit par le président de la République

Le Chef de l'État Paul Biya a instruit la mise en œuvre de ce plan de solidarité en faveur des réfugiés anglophones. Un plan d'urgence humanitaire de 12,7 milliards de francs CFA qui, apprend-on, sera financé par "le budget de l'État, l'appel à la solidarité nationale et la contribution des partenaires internationaux"
